



Communiqué - Le gouvernement reste sourd : renforçons la mobilisation !

mardi 4 février 2020, par [Bariaud](#)



Le gouvernement reste sourd : renforçons la mobilisation !

Depuis le 5 décembre la lutte contre la réforme des retraites a mobilisé les salarié·es des universités, de l'éducation, de la recherche, etc. Lors des temps forts de décembre la grève a été majoritaire à l'éducation nationale. La FERC a appelé dès le 1^{er} jour à travailler à la reconduction de la grève dans ses secteurs d'intervention tant le projet de retraite par points Macron-Philippe est une attaque d'ampleur contre notre modèle social et contre la solidarité intra et intergénérationnelle. De nombreux travailleurs et travailleuses de l'éducation, de l'Enseignement supérieur, de la recherche, du sport ont été actifs et présents dans les actions et AG interprofessionnelles, y compris durant les périodes de vacances scolaires.

Aujourd'hui, ils et elles sont toujours dans la lutte et participent à la diversification des formes d'actions : murs ou jets de manuels (rendus obsolètes par la multiplicité des réformes) ou de cartables (synonymes d'alourdissement de la charge de travail) devant les inspections académiques ou les rectorats ; nombreuses chorégraphies pour dénoncer la précarité de l'Enseignement supérieur et de la recherche ou encore le sort réservé aux femmes par la réforme des retraites quand on sait que les promesses de Blanquer et Vidal sur les pseudos revalorisations salariales ne sont que du vent ; cérémonies des vœux perturbées au ministère de la Culture ou à celui du Sport. Le mouvement social est très fort et sa longueur est inégalée. Pourtant, le gouvernement reste obtus et malgré l'accumulation d'inepties de la part des membres de la LREM qui sont autant de preuves d'amateurisme et de mépris, Macron et sa clique restent droits dans leurs bottes. Alors que les sondages démontrent que les Françaises et Français soutiennent toujours majoritairement le mouvement et refusent le projet de retraites à points, il nous faut décupler le rapport de force par l'extension de la grève sur tous les lieux de travail pour faire plier le gouvernement.

Les luttes engagées sur des préoccupations sectorielles (EJC, loi pluriannuelle de programmation de la recherche - LPPR -, transformation des missions des personnels Jeunesse et Sports - avec l'arrivée du « service national universel », véritable entreprise d'endoctrinement de la jeunesse - notamment) sont autant de moyens de renforcer et de développer la grève car l'ensemble des contre-réformes du gouvernement forment un tout pour transformer la société au profit des premiers de cordées chers au président.

Les lycéens et lycéennes, tout comme les étudiant·es, l'ont bien compris et commencé à rejoindre le mouvement. La FERC se félicite de la journée d'action des organisations de jeunesse de mercredi et elle appelle les travailleuses de ses champs et ses syndiqué·es à soutenir l'ensemble des initiatives qui auront lieu partout en France à cette occasion. Elle continue à dénoncer la répression qui s'abat sur les militantes et militants syndicaux qui n'épargne pas les jeunes comme le montre la dernière garde à vue de lycéen·nes mineurs vendredi dernier.

Depuis le 5 décembre la lutte contre la réforme des retraites a mobilisé les salarié·es des universités, de l'éducation, de la recherche, etc. Lors des temps forts de décembre la grève a été majoritaire à l'éducation nationale. La FERC a appelé dès le 1^{er} jour à travailler à la reconduction de la grève dans ses secteurs d'intervention tant le projet de retraite par points Macron-Philippe est une attaque d'ampleur contre notre modèle social et contre la solidarité intra et intergénérationnelle. De nombreux travailleurs et travailleuses de l'éducation, de l'Enseignement supérieur, de la recherche, du sport ont été actifs et présents dans les actions et AG interprofessionnelles, y compris durant les périodes de vacances scolaires.

Aujourd'hui, ils et elles sont toujours dans la lutte et participent à la diversification des formes d'actions : murs ou jets de manuels (rendus obsolètes par la multiplicité des réformes) ou de cartables (synonymes

d'alourdissement de la charge de travail) devant les inspections académiques ou les rectorats ; nombreuses chorégraphies pour dénoncer la précarité de l'Enseignement supérieur et de la recherche ou encore le sort réservé aux femmes par la réforme des retraites quand on sait que les promesses de Blanquer et Vidal sur les pseudos revalorisations salariales ne sont que du vent ; cérémonies des vœux perturbées au ministère de la Culture ou à celui du Sport.

Le mouvement social est très fort et sa longueur est inégalée. Pourtant, le gouvernement reste obtus et malgré l'accumulation d'inepties de la part des membres de la LREM qui sont autant de preuves d'amateurisme et de mépris, Macron et sa clique restent droits dans leurs bottes. Alors que les sondages démontrent que les Françaises et Français soutiennent toujours majoritairement le mouvement et refusent le projet de retraites à points, il nous faut décupler le rapport de force par l'extension de la grève sur tous les lieux de travail pour faire plier le gouvernement.

Les luttes engagées sur des préoccupations sectorielles (E3C, loi pluriannuelle de programmation de la recherche - LPPR -, transformation des missions des personnels Jeunesse et Sports - avec l'arrivée du « service national universel », véritable entreprise d'endoctrinement de la jeunesse - notamment) sont autant de moyens des renforcer et de développer la grève car l'ensemble des contre-réformes du gouvernement forment un tout pour transformer la société au profit des premier·es de cordées chers au président.

Les lycéens et lycéennes, tout comme les étudiant·es, l'ont bien compris et commencent à rejoindre le mouvement. La FERC se félicite de la journée d'action des organisations de jeunesse de mercredi et elle appelle les travailleur·ses de ses champs et ses syndiqué·es à soutenir l'ensemble des initiatives qui auront lieu partout en France à cette occasion. Elle continue à dénoncer la répression qui s'abat sur les militantes et militants syndicaux qui n'épargne pas les jeunes comme le montre la dernière garde à vue de lycéen·nes mineurs vendredi dernier.

La FERC continue à dénoncer la criminalisation de l'action syndicale et à soutenir l'ensemble des personnes menacées de sanctions.

La FERC appelle à amplifier la lutte le 6 février à l'occasion de la nouvelle journée d'action nationale interprofessionnelle. Soyons partout en France plus nombreux et nombreuses en grève et en manifestations et décidons de la poursuite du mouvement y compris pendant la période des vacances scolaires pour faire plier le gouvernement !

Montreuil, le 4 février 2020